



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ENVIRONNEMENT
F.B

SOUS-PREFECTURE D'APT

ARRÊTE COMPLÉMENTAIRE

N° 23 du 29 mars 2007

modifiant l'arrêté n° 30 du 31 mars 2003

autorisant la Société KERRY INGREDIENTS France

à exploiter l'ensemble des activités de son établissement à APT.

Le Préfet de Vaucluse
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU la partie législative du code de l'environnement, annexe à l'ordonnance n° 2000 – 914 du 18 septembre 2000, et notamment le Livre V - Titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié ;
- VU la nomenclature des installations classées annexée au décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 30 du 31 mars 2003 autorisant la Société KERRY APTUNION à exploiter l'ensemble des activités de son établissement à APT ;
- VU le courrier de KERRY Ingrédients France envoyé le 27 novembre 2006 à la Direction Régionale de l' Industrie, de la Recherche et de l' Environnement ;
- VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 20 décembre 2006 ;
- VU l'avis émis par le Conseil Départemental de l' Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques lors de sa séance du 15 février 2007 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° SI200-11-29-0090 PREF du 29 novembre 2007, portant délégation de signature à M. Michel GILBERT, Sous-Préfet d'APT ;

CONSIDÉRANT que les réponses faites par la Société KERRY Ingrédients France aux écarts par rapport à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 mars 2003, relevés lors de l'inspection du 23 octobre 2006 sont insuffisantes ;

CONSIDÉRANT que le non-respect des prescriptions de cet arrêté par la Société KERRY Ingrédients France est de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de Monsieur le Sous-Préfet d'APT.

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

Les canalisations de transport des effluents seront remises en état et feront l'objet d'un examen approprié par des hommes de l'art avec mise en œuvre des moyens adéquats permettant de s'assurer de leur bon état d'ici le 30 juin 2008.

Les effluents aqueux industriels et les eaux pluviales seront séparés, et tous les effluents industriels seront dirigés vers la station d'épuration ou le réseau d'épandage d'ici le 31 décembre 2007.

ARTICLE 2 :

Le 6^{ème} alinéa de l'article 7.1. de l'arrêté du 31 mars 2003 est remplacé par les dispositions suivantes :

Pour le bon fonctionnement de la station d'épuration un débit minimum de 400 m³/j sera traité 7 jours sur 7, sauf en cas de travaux de maintenance qui devront être justifiés et dont la durée devra être notifiée à l'inspection des installations classées au moins trois mois avant le début des travaux.

ARTICLE 3 :

Le plan d'épandage devra être remis à niveau en accord avec la Mission d'Expertise sur les Épandages (MESE) d'ici fin juin 2007.

ARTICLE 4 :

Une étude technico-économique devra être faite sous un délai de 3 mois maximum afin d'étudier le raccordement au réseau de la Société du Canal de Provence.

ARTICLE 5 : Recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Nîmes, conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du code de l'environnement.

Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Pour les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, le délai de recours est de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6 : Affichage et communication.

Un extrait du présent arrêté sera affiché à la mairie d'APT pendant une durée d'un mois. Un procès verbal constatant l'accomplissement de cette formalité devra être adressé à la Sous-Préfecture d'APT par le Maire d'APT.

Un même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Une copie du présent arrêté sera conservée dans les archives de la mairie pour être tenue à la disposition de toute personne intéressée.

Un avis sera inséré par les soins du Sous-Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département de Vaucluse.

ARTICLE 7: Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Vaucluse, le Sous-Préfet d'Apt, les Maires d'APT et GARGAS, le commandant du Groupement de Gendarmerie de Vaucluse, l'Inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée au requérant par les soins de Monsieur le Maire d'APT. Une copie du présent arrêté sera également adressée à Mesdames et Messieurs le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement, le Directeur Régional de l'Environnement, le Directeur Départemental de l'Equipeement, la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, le Directeur Départemental du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, le Chargé de Mission Régionale de l'Institut National des Appellations d'Origine, l'Architecte des Bâtiments de France, le Président du Parc Naturel Régional du Luberon, ainsi qu'aux services de la Mission inter-services sur l'eau et de la Mission d'expertise et de suivi des épandages.

APT, le 29 mars 2007

Pour le Préfet,

Le Sous-Préfet,

Copie certifiée conforme
Le secrétaire général


Patrick MIRE




Michel GILBERT